
M.E.S., Numéro 144, Novembre – Décembre 2025

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, novembre - décembre 2025

DYNAMIQUES GÉOPOLITIQUES ET LEADERSHIP RÉGIONAL : quelle stratégie congolaise pour la gestion optimale des ressources hydriques du bassin du Congo ?

par :

Michel LODI LOKANGA

Assistant et chercheur en relations internationales

Dinah BISA KIHUNGA

*Conservatrice aux Musées universitaires de Kinshasa
et chercheuse en relations internationales*

Résumé

Face à un contexte mondial marqué par la raréfaction des ressources naturelles et la montée vertigineuse des enjeux climatiques, l'eau devient un atout stratégique incontournable à l'aune des nouvelles relations internationales, notamment en Afrique centrale. Le bassin du Congo, deuxième plus grand bassin fluvial au monde après l'Amazone, se distingue par l'immensité de ses ressources hydriques, couvrant une dizaine de pays et concentrant plus de 30 % des réserves en eau douce du continent africain. Cette richesse, loin d'être pleinement exploitée, se trouve à la croisée de nouvelles dynamiques géopolitiques, où les États riverains cherchent chacun à renforcer leur souveraineté hydrique, bien que celle-ci soit contestée par les pressions liées aux stress hydriques, qui constituent une entorse à la gestion coopérative – toujours largement idéaliste – des ressources des cours d'eau transfrontaliers. Nichée au cœur de ce bassin versant, la République démocratique du Congo, grâce à son prestige géopolitique naturel, devrait exercer une influence régionale. Celle-ci, loin de s'improviser, nécessite la définition d'une stratégie claire de valorisation des ressources, impliquant une gouvernance optimale ainsi qu'une diplomatie d'influence dans le cadre des initiatives régionales en matière de cours d'eau transfrontaliers, en l'occurrence le bassin du Congo.

Mots-clés : *Dynamiques géopolitiques, leadership régional, impératif hydro-hégémonique.*

Abstract

In a global context marked by the increasing scarcity of natural resources and the mounting challenges of climate change, water is becoming a key strategic asset in contemporary international relations, particularly in Central Africa. The Congo Basin, the second-largest river basin in the world after the Amazon, stands out for the magnitude of its water resources, spanning around ten countries and holding more than 30% of Africa's freshwater reserves. This wealth, still far from being fully exploited, lies at the centre of new geopolitical dynamics in which the riparian states seek to consolidate their hydric sovereignty, even as it is constrained by hydric stress and by the limits of cooperative management of transboundary watercourses. Located at the heart of this basin, the Democratic Republic of Congo (DRC) should, by virtue of its natural geopolitical assets, play a central regional leadership role. Doing so, however, requires a clear strategy for enhancing and governing its water resources and deploying an active diplomacy of influence within regional frameworks dealing with transboundary water management in the Congo Basin.

INTRODUCTION

L'eau demeure une préoccupation omniprésente et constante de toute forme de vie. Et toute vie n'est vie que lorsque l'eau l'arrose. Son importance stratégique se manifeste à travers sa forte utilité dans la vie de tout être humain et dans les activités de toutes les sociétés. Peu importe le contexte ou l'époque, l'eau sert à satisfaire la soif, un besoin impérieux. Si un être humain peut survivre plusieurs semaines sans manger, seuls quelques jours sans boire le séparent de la mort. Exception faite de la respiration, nulle action n'est plus immédiatement essentielle à la survie humaine que l'hydratation. Polyvalente, l'eau sert aussi pour l'hygiène, la cuisine, la dilution, le transport ou la production d'énergie : davantage que le pétrole ou toute autre ressource naturelle, l'eau est au cœur du développement socio-économique des sociétés humaines modernes.¹

Source de vie, mais également facteur de développement socio-économique, l'eau pourrait venir à manquer rapidement dans plusieurs régions du globe, alimentant ainsi les convoitises. La difficulté éprouvée à transporter et à emmagasiner l'eau, sans parler du débat idéologique soulevé par le concept même de marchandisation de l'eau, laisse une place limitée au commerce comme mode de régulation des pénuries appréhendées. Quant à l'instrument juridique international, il est pour l'heure ardu d'application. S'ensuit la nécessité d'une action politique, action pouvant déboucher sur de graves crises ou conflits interétatiques. Afin d'évaluer le potentiel conflictuel de l'eau, nous examinerons dans cette

¹ I. SHIKLOMANOV, « World Fresh Water Ressources » In Peter Gleick, *Water in Crisis : a Guide to the World's Fresh Water Ressources*, New York, Oxford University Press, 1993, p.13.

recherche le lien postulé entre la gestion coopérative et conflictuelle entre les États impliquant les enjeux qui entourent cette ressource sans substitut.²

Cet article s'inscrit dans une logique de décryptage des dynamiques géopolitiques de la gestion de l'eau sous le prisme de la coopération et des tensions, en saisissant les enjeux politiques et socio-économiques pour explorer les défis liés au leadership régional de la RDC comme acteur stratégique de par sa position au cœur de la littérature hydrographique de l'Afrique centrale. Cette lecture se clarifie par celle d'Alexandre Defay qui estime pour sa part que « la géopolitique a pour objet l'étude des interactions entre l'espace géographique et les rivalités de pouvoirs qui en découlent. (...) elle est le terrain de manœuvre de la puissance locale, régionale ou mondiale. »³

Cet exercice intelligible n'a pas la prétention d'aborder cette gestion dans sa globalité, mais de voir comment celle-ci, malgré les nombreuses initiatives entreprises par les États pour promouvoir une gestion intégrée et partagée, se voit heurtée par des ambitions hydro-hégémoniques de certains États, tout en mettant un accent particulier sur la RDC qui est un acteur stratégique appelé à jouer, à tout prix, un leadership régional à cause de sa position au cœur de ce bassin versant.

En effet, en tant que ressource naturelle limitée mais nécessaire à la vie, et donc à l'être humain, l'eau est un élément de la géographie physique et humaine, sujette aux rivalités de pouvoirs qui s'exercent sur des territoires ; elle est donc un objet de la géopolitique.⁴ Sans ignorer les autres aspects relatifs à l'étude des ressources en eau, c'est cependant au travers d'une perspective géopolitique que ce travail se propose d'aborder la gestion transfrontalière des ressources en eau douce.

Par ailleurs, le problème du leadership régional congolais dans le contexte de la gestion des eaux du bassin du Congo, marquée par des rivalités issues des ambitions étatiques et des convoitises des acteurs régionaux, reste le socle de l'angoisse existentielle qui a suscité notre curiosité et accouché de cette réflexion. Ainsi, pour parvenir à cerner cette problématique, la présente analyse tourne autour de la question suivante :

Faisant face à une gestion oscillant entre coopération et tensions, à cause de la juxtaposition d'agendas politiques des acteurs impliqués dans une ambiance du « vivre ensemble différent », quelle nouvelle stratégie permettrait à la RDC de jouer réellement son influence sur le plan politique, diplomatique et géopolitique, en vue de garantir son autonomie, préserver son indépendance et travailler pour la défense de sa souveraineté hydrique ?

Les nouvelles orientations géopolitiques et diplomatiques contraignent la RDC à explorer la stratégie d'hydro-hégémonie sous toutes ses facettes, en vue de faire face à cette gamme de turbulences régionales et de lui permettre de jouer efficacement son leadership régional dans le contexte de la gestion des ressources en eau dans le bassin du Congo. Cette étude est encadrée par la théorie de l'hydropolitique combinée à la méthode dialectique, appliquée à l'analyse des dynamiques géopolitiques de l'eau dans la région du bassin du Congo à l'épreuve du leadership régional congolais. Elles nous ont permis de comprendre les enjeux complexes liés à la gestion des ressources en eau, en mettant en évidence des oppositions résultant des rapports de force et des dynamiques de négociation entre les acteurs impliqués, tout en appréhendant cette gestion non pas comme une réalité figée, mais comme un processus dynamique marqué par des contradictions internes, à la fois théoriques (coopération et conflit) et géopolitiques (lutte des leaderships entre États). Elle offre pour cela une grille de lecture pertinente pour analyser les jeux d'acteurs, les rapports de pouvoir, mais aussi les possibilités de dépassement des tensions par des accords de coopération régionale. Tout ceci est rendu possible par une approche documentaire fouillée.

I. LE BASSIN DU CONGO : ENTRE POTENTIALITES HYDRIQUES ET ENJEUX GEOPOLITQUES REGIONAUX

De par sa situation exceptionnelle sur le continent africain, le bassin du fleuve Congo suscite un engouement renouvelé de la part de nombreux acteurs, à la fois régionaux et internationaux. Perçu comme un formidable outil de développement à l'échelle du continent africain, le bassin du fleuve Congo séduit non seulement par le potentiel de ses voies de communication, mais également par sa capacité de production énergétique. Surtout, la nécessité vitale de la ressource en eau est aujourd'hui source de pressions accrues sur cette oasis continentale. Les ressources hydriques que possède le bassin du Congo

² F. JULIEN, Ressources hydriques et conflits internationaux : apports et limites d'une approche quantitative, Mémoire de Maitrise en RI, FEC, Université de Laval, 2006, p.1.

³ A. DEFAY, *La géopolitique*, Paris, PUF, 2005, p.4.

⁴ Y. LACOSTE, « Géopolitique de l'eau », In *Hérodote*, n°102, 2001, p. 5.

représentent un potentiel considérable pour le développement économique, l'agriculture, l'énergie ou encore la préservation de la biodiversité des États riverains et sont ainsi au cœur d'enjeux géopolitiques complexes, à cause des ambitions nationales, des coopérations transfrontalières et des tensions latentes dans le bassin du Congo.

1.1. Contexte physique et hydrologique du bassin du Congo

Le bassin du Congo est l'un des plus grands bassins fluviaux du monde et un réservoir essentiel d'eau douce pour l'Afrique centrale et le monde. Il s'étend sur plusieurs pays, dont la République démocratique du Congo (RDC), le Gabon, la République du Congo, la République centrafricaine, le Cameroun et la Guinée équatoriale. Ce bassin est crucial non seulement pour la biodiversité, mais aussi pour les ressources en eau, essentielles à la vie de millions de personnes.⁵

Deuxième plus grand bassin versant au monde après celui de l'Amazone, avec une superficie de plus de trois millions de km², et situé au cœur de l'un des continents les plus secs de la planète dont il capte près de 30 % de l'écoulement total, le bassin du Congo présente des caractéristiques uniques qui ne peuvent qu'éveiller la curiosité.⁶ De plus, le fleuve Congo à lui seul mérite l'attention. Long de 4 700 km, deuxième plus long fleuve d'Afrique, il se classe également au second rang mondial, derrière l'Amazone, grâce à son débit moyen de 40 000 m³/s.⁷ Bénéficiant d'un climat principalement équatorial et subéquatorial, similaire à celui de l'Amazone, le fleuve Congo évite les importantes fluctuations saisonnières auxquelles sont soumis d'autres grands fleuves, du fait de son passage de part et d'autre de l'équateur.⁸

Selon certains chercheurs, la RDC possède un réseau hydrographique très dense occupant une superficie de près de 778 100 km² par rapport à la superficie de la terre ferme évaluée à 2 267 600 km², où l'on trouve les grands affluents du fleuve Congo dans la partie nord-est de la RDC, notamment les rivières Uélé, Itimbiri et Aruwimi. Ces rivières offrent de multiples services, dont l'approvisionnement en eau, l'agriculture, la pêche, l'hydroélectricité, la navigation et le maintien des écosystèmes. Le pays compte également, en plus d'abondantes ressources en eau de surface, des nappes phréatiques et des sources d'approvisionnement en eau potable représentant près de 47 % (421 km³/an) des ressources hydriques renouvelables de la RDC.⁹

1.2. Enjeux géopolitiques liés à l'eau

Le contexte géopolitique de l'eau dans le bassin du Congo est marqué par des enjeux de coopération et de compétition entre les États riverains. Les divergences d'intérêts, les disputes frontalières et la prolifération des projets d'aménagement hydraulique rendent la gestion de l'eau particulièrement complexe. Un des exemples les plus significatifs de ces tensions est la question de la rivière Ubangi, un affluent majeur du fleuve Congo. Certains États riverains cherchent à exploiter les eaux de la rivière Ubangi à des fins économiques et agricoles, voire à modifier le cours de ses eaux, ce qui engendre de vives contestations. Des projets visant à dérriver ces eaux ou à les exploiter à des fins énergétiques, malgré leur caractère controversé, soulignent l'importance stratégique que ces ressources acquièrent dans le cadre des rivalités géopolitiques régionales.

Alors que les problématiques du réchauffement climatique et de la sauvegarde de la biodiversité sont abondamment traitées, la disponibilité de l'eau douce demeure un enjeu majeur pour les sociétés contemporaines, caractérisé par une forte croissance des besoins. Face à une population mondiale qui a quadruplé au cours du XX^e siècle, la demande en eau douce a été multipliée par sept. Cet enjeu revêt néanmoins une acuité distincte selon les aires géographiques. D'un côté, les pays occidentaux satisfont leurs besoins au prix d'investissements financiers lourds permettant d'accéder, de distribuer et de traiter

⁵ RAINFORESTS, [rainforests.mongabay.com/congo/congo_river.html The Congo] (Consulté le 12/08/2025).

⁶ S. PAQUEROT, « Ressources en eau : les différentes facettes des conflits internationaux », (2007), 12 2 Lex Electronica, [en ligne], [www.lex-electronica.org/articles/v12-2/paquerot.pdf] (15 janvier 2009), p. 2.

⁷ Le Nil s'étend sur plus de 6600 km.

⁸ RAINFORESTS, [rainforests.mongabay.com/congo/congo_river.html The Congo] (Consulté le 12/08/2025). Op.Cit

⁹ UNEP, cité par N LANDRY, « Potentiel en ressources en eau et usages dans la région Nord-Est de la RDC », In *Nexus Climat-Eau-Migrations-Conflits dans le bassin du Congo, Analyse des interactions en vue de Renforcer la résilience des Communautés*, Espérance, 2022, p.71.

l'eau douce. De l'autre, les pays du Sud sont confrontés à d'importantes difficultés dont l'intensité dépend de variables physiques, démographiques, économiques et politiques.¹⁰

Pour insister sur les enjeux liés à la gestion de l'eau dans le bassin du Congo, Modeste Mutinga, à travers son livre intitulé « Le Fleuve Congo et ses effluents : un château d'eau convoité. La guerre de l'eau aux portes de la RDC », fait une analyse approfondie en esquissant les enjeux géopolitiques liés à la gestion de l'eau du bassin du Congo. Il examine à cet effet les tensions qui entourent l'accès à cette ressource vitale et l'importance stratégique du fleuve Congo, à la fois pour la République démocratique du Congo (RDC) et pour les pays riverains qui partagent ses affluents. Il cherche à alerter sur les dangers d'une mauvaise gestion ou d'un manque de coopération entre les pays riverains. L'auteur appelle à une gestion collective et équitable des ressources en eau du bassin du Congo afin de prévenir des conflits futurs, tout en préconisant des stratégies durables pour préserver cette ressource cruciale. Il met en avant la nécessité de renforcer la coopération régionale, d'intégrer les préoccupations environnementales et de garantir que les intérêts de chaque pays soient pris en compte dans une gouvernance partagée de l'eau.

À cet effet, l'Afrique subsaharienne se classe parmi les régions les plus désavantagées. Elle est confrontée à un fort « stress hydrique », c'est-à-dire une menace de pénurie d'eau¹¹ qui pèse sur une partie significative des populations. Au sud du Sahara, près de 300 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable (plus du tiers de la population du continent)¹² et un habitant sur deux souffre de maladies conséquentes de la pénurie ou de la mauvaise qualité de cette matière première essentielle pour la survie humaine. L'accès à l'eau est une problématique par essence horizontale : son traitement implique la prise en compte, d'une part, des intérêts et stratégies des différents acteurs concernés, et, d'autre part, des secteurs corollaires, notamment celui de la gestion des déchets et des eaux usées.

1.3. La RDC et son rôle de « tour d'eau » de la région

Deuxième plus vaste pays d'Afrique après l'Algérie, la RDC est classée par les puissances mondiales et africaines parmi les États disposant des plus grandes réserves hydriques.¹³ Sa percée géographique suffit déjà à l'illustrer. Comme État, elle s'étend de l'océan Atlantique au plateau de l'Est et correspond à la majeure partie du bassin du fleuve Congo. Avec ses 4 700 km de longueur, un débit d'environ 50 000 m³/s et un bassin vaste de 3,8 millions de kilomètres carrés, le fleuve Congo est, après le Nil, le deuxième fleuve le plus long d'Afrique, le fleuve d'Afrique le plus important par son débit et le deuxième fleuve du monde, après l'Amazone. Le bassin du fleuve Congo possède l'un des réseaux hydrographiques les plus riches et les plus variés du monde et présente la particularité hydrographique d'être à la croisée d'une multitude de cours d'eau.

Ayant de fabuleux potentiels en ressources, les cours d'eau qui structurent son hydrologie offrent une capacité élevée d'abriter des barrages hydroélectriques en plusieurs points. Le barrage d'Inga I, II et III, sur le puissant fleuve Congo, est crédité d'une puissance énergétique incontournable, susceptible d'alimenter une grande partie de l'Afrique. La RDC peut déjà subir des pressions internationales et régionales issues des stress et des convoitises hydriques. Cette réalité a fait dire à Colette Braeckman que « les Sud-Africains affirment que l'électricité produite par le site d'Inga pourrait électrifier l'ensemble du continent. Ils pensent en effet que le courant a la capacité de passer par l'Ouganda, la Corne de l'Afrique puis l'Égypte jusqu'en Europe, malgré le problème de la stabilité politique des pays concernés ».

II. POSITION STRATEGIQUE DE LA RDC A LA CROISEE DES DYNAMIQUES REGIONALES DE L'EAU

Regorgeant de plus de la moitié des ressources en eau du bassin du Congo, la RDC occupe une place centrale dans les dynamiques hydriques de l'Afrique centrale. Avec ses innombrables rivières, ses lacs et le fleuve Congo, le pays dispose d'un potentiel hydraulique immense, encore largement sous-exploité. Cette richesse lui confère une position stratégique dans un contexte régional marqué par une demande croissante en eau, des enjeux énergétiques majeurs et des tensions potentielles autour du

¹⁰ Lors de la conférence « Environnement et Développement » organisée par les Nations Unies à Rio de Janeiro en 1992, aucune convention n'a été consacrée à la thématique de l'eau douce. Seule la gestion des eaux internationales a fait l'objet d'une réflexion et d'actions spécifiques définies dans le cadre de « l'Agenda 21 ».

¹¹ La pénurie correspond au manque d'eau en quantité suffisante et en quantité satisfaisante pour les besoins humains et ceux des écosystèmes.

¹² « World Water Forum », Africa Research Bulletin, vol. 43, n°3, March 16th-April 15th 2006.

¹³ [https://www.bing.com/search?q=Situation+hydrographique+de+la+RDC+WIKIPEDIA&\(consulté le 20/08/2025 à 12 h\)](https://www.bing.com/search?q=Situation+hydrographique+de+la+RDC+WIKIPEDIA&(consulté le 20/08/2025 à 12 h))

[https://www.bing.com/search?q=Situation+hydrographique+de+la+RDC+WIKIPEDIA&cvid=29eaf94085364a68b28cede39cd414ce&gs_lcrp=EgRIZGdlKgYIABBFGDkyBggAE\(consulté le 27/08/2025 à 13 heures\).](https://www.bing.com/search?q=Situation+hydrographique+de+la+RDC+WIKIPEDIA&cvid=29eaf94085364a68b28cede39cd414ce&gs_lcrp=EgRIZGdlKgYIABBFGDkyBggAE(consulté le 27/08/2025 à 13 heures).)

partage de cette ressource vitale. Entre opportunités de coopération et pressions géopolitiques, la RDC doit aujourd'hui définir son rôle dans la gouvernance régionale de l'eau, tout en valorisant durablement son patrimoine hydrique.

2.1. Les ambitions congolaises de jouer le leadership régional

Les agendas politiques offrent une place de choix à l'analyse des comportements adoptés par les acteurs des relations internationales, particulièrement les États qui, dans le but de garantir leur autonomie nationale, cherchent à s'affirmer en tant que puissance mondiale, régionale ou sous-régionale dans des espaces bien circonscrits. Alors que les problématiques liées au développement socio-économique aiguisent les ambitions des acteurs, l'accès à l'eau douce demeure un des enjeux majeurs pour les sociétés contemporaines, caractérisées par une forte croissance des besoins. Face à une poussée démographique mondiale qui a quadruplé au cours du XX^e siècle, les besoins en ressources hydrauliques ne font qu'augmenter de manière exponentielle. Cet enjeu revêt néanmoins une acuité distincte selon les aires géographiques. D'un côté, les pays occidentaux satisfont leurs besoins au prix d'investissements financiers lourds permettant d'accéder, de distribuer et de traiter l'eau douce. De l'autre, les pays du Sud sont confrontés à d'importantes difficultés dont l'intensité dépend de variables physiques, démographiques, économiques et politiques. À cet égard, l'Afrique subsaharienne se classe parmi les régions les plus désavantagées. Elle est confrontée à un fort « stress hydrique », c'est-à-dire une menace de pénurie d'eau qui pèse sur une partie significative des populations. Au sud du Sahara, près de 300 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau¹⁴ potable (plus du tiers de la population du continent)¹⁵ et un habitant sur deux souffre de maladies conséquentes de la pénurie ou de la mauvaise qualité de cette matière première essentielle pour la survie humaine.¹⁶

Transcendant le traditionnel débat théorique qui enserme et cloisonne les études hydropolitiques, tantôt sous le prisme de l'homogénéité des visions (approche coopérative de la gestion de l'eau), tantôt sous l'angle de l'hétérogénéité des ambitions (approche conflictuelle de la gestion de l'eau), nous empruntons le paradigme de la géopolitique de l'eau qui s'attache à la description et à l'analyse des répercussions politiques des concurrences autour de la gestion des ressources aqueuses. Dans ce sens, Franck Galland nous entraîne dans les coulisses de la géopolitique de l'eau lorsqu'il s'attelle à identifier les acteurs qui tentent de s'approprier la ressource mais aussi ses espaces, et insiste sur le fait que l'eau est devenue de nos jours un enjeu de puissance et de pouvoir pour tout État.

2.2. Complexité des rapports entre États riverains

La complexité des rapports qui caractérisent la gestion des ressources hydrauliques dans le bassin du Congo nécessite une approche géopolitique de l'eau, étant donné que celle-ci s'attache à la description et à l'analyse des rivalités entre les États ayant pour objet ou vecteur l'eau. Elle permet aussi de saisir les mécanismes à travers lesquels les États défendent des enjeux territoriaux à travers des alliances pour faire la guerre ou la paix. Dans ce même ordre d'idées, nous estimons que notre dissertation constitue en elle-même une approche géopolitique qui analyse de manière globale le contexte géopolitique de la gestion des ressources hydriques se trouvant dans la région du bassin du Congo, sous le prisme de la géographie, de l'histoire et du pouvoir politique, réalités auxquelles l'eau est intimement liée en tant que ressource stratégique. C'est l'unique approche qui nous permet d'envisager les scénarios et les causes des événements qui peuvent intervenir pour changer les choses. Or, la région du bassin du Congo est un espace où se jouent tous les jeux politiques sur l'appropriation de l'eau face à des enjeux économiques, climatiques et sécuritaires de grande envergure.

C'est pourquoi, pour nous permettre d'aller au-delà de la simple description historique de l'évolution des rapports entre les États sur la question de la gestion des ressources hydriques dans le bassin du Congo, nous empruntons une approche interdisciplinaire soumise à une avalanche de mécanismes susceptibles d'évaluer les dynamiques historiques, géographiques, politiques et socio-économiques qui cristallisent les rapports de force entre États, dans le but d'envisager les scénarios à

¹⁴ [https://www.bing.com/search?q=Situation+hydrographique+de+la+RDC+WIKIPEDIA&\(consulté le 20/08/2025 à 12 h\)](https://www.bing.com/search?q=Situation+hydrographique+de+la+RDC+WIKIPEDIA&(consulté le 20/08/2025 à 12 h))

[https://www.bing.com/search?q=Situation+hydrographique+de+la+RDC+WIKIPEDIA&cvid=29eaf94085364a68b28cede39cd414ce&gs_lcrp=EgRlZGdlKgYIABBFgDkyBggAE\(consulté le 27/08/2025 à 13 heures\)](https://www.bing.com/search?q=Situation+hydrographique+de+la+RDC+WIKIPEDIA&cvid=29eaf94085364a68b28cede39cd414ce&gs_lcrp=EgRlZGdlKgYIABBFgDkyBggAE(consulté le 27/08/2025 à 13 heures))

¹⁵ « World Water Forum », In *Africa Research Bulletin*, vol. 43, n°3, March 16th-April 15th 2006.

¹⁶ Données issues de la Déclaration internationale de la Conférence de Bonn, 2001. Depuis les années 1970, on assiste à un retour significatif des maladies endémiques, notamment celles véhiculées par l'eau (paludisme, choléra, dysenterie). A l'été 2008, plusieurs centaines de personnes ont souffert de dysenterie aiguë à Harare (Zimbabwe) ou de choléra à Nairobi (Kenya) en raison de la mauvaise qualité de l'eau distribuée (IRIN, August 2008).

travers lesquels nous pouvons prédire, à partir des faits observés, les incertitudes qui présagent le cours des événements futurs.

D'où le fait que la démarche géopolitique est mieux placée pour cerner la question liée à la gestion de l'eau dans le bassin du Congo, dans la mesure où son raisonnement met en évidence les phénomènes qui se produisent dans les espaces réels ou imaginés convoités, à travers une articulation centrée sur les niveaux et les natures d'interactions. Pour enrichir cette façon de voir, nous citons Franklin Oniamba Dieu le Veut, qui estime que la géopolitique offre des pistes de réflexion permettant de dépasser ses propres représentations afin de comprendre le présent et d'appréhender l'avenir de façon critique, en fonction d'une grille de lecture à la fois géographique, historique et politique, puisque tout est lié. Cette grille de lecture permet de comprendre les intérêts en jeu.¹⁷

L'eau, en tant que ressource naturelle, occupe une place ambivalente dans la construction et la définition des rapports entre les États à travers le monde et particulièrement dans le bassin du Congo. Partant des enjeux qui en résultent, l'eau est à la fois source de dégradation des relations entre les États et facteur de leur rapprochement à travers la coopération. En tant que source de tensions, plusieurs États partageant une région donnée, en l'occurrence le bassin du Congo, multiplient des stratégies belliqueuses ou pacifiques pour influencer les initiatives de gestion en vue de conserver leur leadership vis-à-vis des autres. Mais la littérature sur l'eau mentionne l'existence d'une multitude d'accords multilatéraux et bilatéraux qui ont participé à la construction de la paix entre les États par la coopération autour de l'eau. C'est le cas de la CICOS dans le contexte géopolitique du bassin du Congo pour une gestion partagée.

Malgré les initiatives de gestion concertée, comme la création de comités et d'accords bilatéraux, le climat géopolitique reste largement conflictuel. Les projets unilatéraux d'exploitation des ressources en eau, en particulier dans des zones sensibles comme l'Ubangi, exacerbent les tensions entre les pays riverains. Les discussions sur le partage équitable des ressources sont souvent obstruées par des intérêts nationaux divergents, des questions de souveraineté et des préoccupations concernant les impacts environnementaux et sociaux de ces projets.

2.3. Contraintes actuelles aux ambitions hégémoniques de la RDC dans la gestion de l'eau

Le leadership de la RDC dans cette dynamique géopolitique est d'autant plus pertinent qu'il pourrait modeler les rapports entre les États concernés, en affectant à la fois les équilibres de pouvoir et les stratégies de coopération dans le bassin du Congo, dans la mesure où elle détient une position stratégique pour coordonner les efforts de gestion et de préservation des ressources en eau. Cependant, l'instabilité interne, les défis de gouvernance et les tensions régionales compliquent sa capacité à assumer ce rôle de leadership. Ce contexte de fragilité géopolitique, où les initiatives de coopération s'entrechoquent avec des rivalités historiques et des intérêts nationaux contradictoires, met en lumière la difficulté de parvenir à une véritable gestion commune des ressources en eau.

III. L'IMPERATIF HYDRO-HEGEMONIQUE COMME STRATEGIE CONGOLAISE DE LEADERSHIP REGIONAL

De façon générale, la gestion des ressources naturelles offre un terrain d'expérimentation propice à cette approche, dans la mesure où elle entraîne une interdépendance de facto entre les États riverains qui partagent une zone forestière, un parc naturel ou un bassin hydrographique. Les conditions de navigation dans le bassin du Congo, qui ont amené les États à multiplier les tentatives de coopération, témoignent des interdépendances qui peuvent exister. Dans une perspective néo-fonctionnaliste, l'existence de la CICOS serait un vecteur de paix entre les riverains. Mais cette approche connaît des limites qui renvoient aux risques énoncés plus haut. Ainsi, dans le cadre de l'approche fonctionnaliste appliquée au cas du bassin du Jourdain, Miriam Lowi a montré que le manque de coopération politique au plus haut niveau pouvait entraver la coopération dans des domaines techniques plus restreints.¹⁸

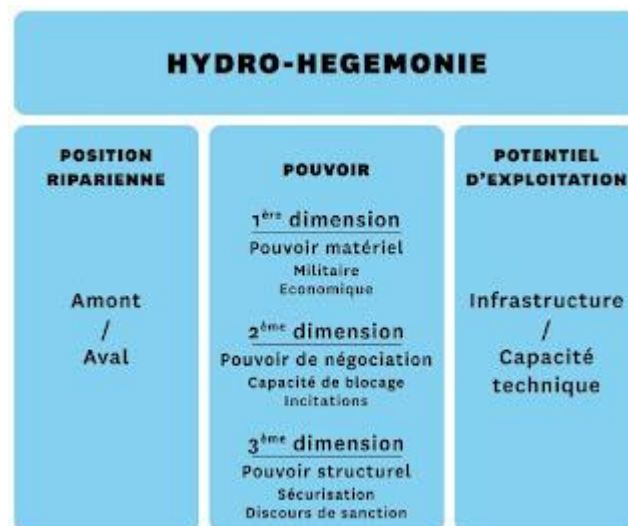
Abordant la question liée au leadership de la RDC, il faut reconnaître d'emblée l'énorme potentiel en ressources hydriques dont elle dispose, qui, d'une manière ou d'une autre, peut l'aider à jouer un rôle de leader régional en matière de gestion de l'eau dans le bassin du Congo, grâce à sa position stratégique dans cette région. Cependant, pour exercer ce leadership de manière efficace, la RDC doit capitaliser ses atouts tout en surmontant certains défis.

¹⁷Franklin Dieu le Veut ONIEMBA MUNDALA, L'eau douce du Bassin du Congo dans l'équilibre géopolitique régional et le développement durable en Afrique : Quelle stratégie de coopération pour la RD Congo, Thèse de Doctorat en RI, FSSAP/Unikin/2020, p.32

¹⁸D.PHILLIPS, M. DAUBY, S. MCCAFFREY, J. ÖJENDAL et A. TURTON, Trans boundary water co-operation as a tool for conflict prevention and broader benefit sharing, Global development studies, n°4, Stockholm, Swedish Ministry for Foreign Affairs Expert Group on Development Issues (EGDI), 2006, p. 15.

Nous pensons qu'elle peut développer une stratégie d'hydro-hégémonie, en tant qu'approche géopolitique axée sur le contrôle et la gestion stratégique des ressources en eau, qui pourrait constituer un levier puissant pour la République démocratique du Congo (RDC) dans la construction de sa puissance étatique. Cette stratégie peut être combinée avec une gestion efficace et coordonnée de ces ressources, tout en renforçant les capacités diplomatiques, politiques, militaires et de gouvernance publique. Cet impératif d'hydro-hégémonie, selon les idées tirées des analyses de Zeitoun et Warner, repose sur trois leviers importants : la position de l'État (en amont ou en aval), le pouvoir (matériel, militaire, économique, structurel et de négociation) et le potentiel d'exploitation (infrastructures et capacité technique).¹⁹

C'est pourquoi, au regard de la position stratégique dont jouit la RDC et surtout compte tenu des importantes ressources en eau dont elle regorge, nous attirons l'attention des décideurs et chercheurs congolais sur la remarque indispensable que formule cette dissertation à propos de ce que nous qualifions de dialogue « scientifico-politique ». Celui-ci vise à explorer la grandeur géographique de la RDC et la pertinence des ressources naturelles, surtout hydrauliques, qu'elle possède, pour construire sa puissance étatique à travers la combinaison de forces démographiques, économiques, culturelles, technologiques et militaires, pouvant faire en sorte que ce pays, « scandale géologique », parvienne à s'affirmer sur le bassin du Congo en tant que leader régional capable d'influencer la gestion de l'eau tant dans sa dimension conflictuelle que coopérative. Le contraire serait suicidaire aujourd'hui et pour les générations futures, car la RDC est exposée non seulement aux risques de sécheresse, mais surtout à ceux liés à l'agressivité des puissances riveraines en quête d'eau douce. C'est pourquoi exploiter la théorie de l'hydro-hégémonie dans toutes ses dimensions devient une nécessité urgente pour la RDC. Cette nouvelle orientation stratégique repose sur les trois leviers importants présentés par Zeitoun et Warner dans le schéma ci-dessous :



Source : Zeitoun, M., & Warner, J. (2006). Hydro-hegemony-a framework for analysis of trans-boundary water conflicts. *Water policy*, 8(5), 435-460.

CONCLUSION

L'intensification des dynamiques géopolitiques résultant des interactions des États riverains autour de la gestion de la ressource en eau fait de celle-ci un vecteur de puissance et d'influence diplomatique dans des régions marquées par la raréfaction des réserves, alors même que la demande croît dans des proportions démographiques exponentielles.

On ne le dira jamais assez : le bassin du Congo, considéré comme le deuxième réservoir hydrographique mondial après l'Amazonie, confère à la RDC un atout stratégique unique. Cette position hydrique oblige la RDC à repenser son rôle, non plus en simple gestionnaire des ressources en eau, mais en véritable acteur hydro-hégémonique dans la gouvernance de l'eau à l'échelle régionale.

De cet avis, il apparaît clair que la RDC doit mettre en place une stratégie susceptible de l'aider à jouer réellement son leadership régional. Cet impératif hydro-hégémonique, dont il est question ici, devrait reposer sur la capacité du pays à transformer son potentiel en levier de leadership. Cela suppose une politique volontariste, articulée autour de sa position au centre du bassin, d'une diplomatie de l'eau ambitieuse pour influencer les initiatives régionales, et d'une capacité à attirer des partenariats techniques

¹⁹M. ZEITOUN & J. WARNER, Hydro-hegemony-a framework for analysis of trans-boundary water conflicts. *Water policy*, 8(5), 2006, pp. 435-460.

et financiers dans le cadre de l'exploitation optimale de ce potentiel, à travers une ferme volonté politique. Par son rôle de « tour d'eau » de la région, la RDC est en mesure d'imposer une dynamique coopérative qui place l'eau au cœur d'un projet intégrateur pour l'Afrique centrale.

Mais hélas, l'impératif de l'hydro-hégémonie, tel que nous l'appréhendons ici, ne saurait s'improviser ex abrupto. Il nécessite une maîtrise fine des équilibres géopolitiques, une montée en compétences organisationnelles et institutionnelles nationales, ainsi qu'une vision stratégique clairement modelée. D'où la nécessité de renforcer sa souveraineté technologique, innovatrice et institutionnelle dans le domaine de la gestion des eaux, tout en anticipant les tensions possibles liées à l'appropriation des ressources et aux effets du changement climatique.

Il n'est secret pour personne que la RDC dispose des atouts naturels pour affirmer un leadership régional fondé sur une « hégémonie hydro-stratégique ». Il lui revient désormais de construire cette influence, par sa capacité à agir – et à refuser de ne pas agir – grâce à sa capacité d'initiative et d'innovation institutionnelle, au travers d'une diplomatie d'influence régionale. C'est à ce prix qu'elle pourra non seulement garantir une gestion optimale des ressources hydriques dont elle est le « château d'eau », pour reprendre les termes de Modeste Mutinga, dans le bassin du Congo, mais aussi s'imposer comme une puissance pivot au cœur de l'Afrique.

BIBLIOGRAPHIE

- DEFAY, A., *La géopolitique*, Paris, PUF, 2005.
- JULIEN, F., *Ressources hydriques et conflits internationaux : apports et limites d'une approche quantitative*, Mémoire de Maîtrise en RI, FEC, Université de Laval, 2006.
- LACOSTE, Y., « Géopolitique de l'eau », In *Hérodote*, n°102, 2001.
- ONIEMBA MUNDALA, F.-D. *Le Veut, L'eau douce du Bassin du Congo dans l'équilibre géopolitique regional et le développement durable en Afrique : Quelle stratégie de coopération pour la RD Congo*, Thèse de Doctorat en RI, FSSAP, Unikin, 2020.
- PAQUEROT, S., « Ressources en eau : les différentes facettes des conflits internationaux », (2007), 12 2 *Lex Electronica*, [en ligne], [www.lex-electronica.org/articles/v12-2/paquerot.pdf] (15 janvier 2009).
- PHILLIPS, D., DAOUBY, M., MCCAFFREY, S., ÖJENDAL, J. et TURTON, A., *Trans boundary water co-operation as a tool for conflict prevention and broader benefit sharing*, *Global development studies*, n°4, Stockholm, Swedish Ministry for Foreign Affairs Expert Group on Development Issues (EGDI), 2006, p. 15.
- RAINFORESTS, [rainforests.mongabay.com/congo/congo_river.html The Congo] (Consulté le 12/08/2025).
- SHIKLOMANOV, I., « World Fresh Water Ressources » In Peter Gleick, *Water in Crisis : a Guide to the World's Fresh Water Reqqurces*, New York, Oxford University Press, 1993.
- UNEP, « Potentiel en ressources en eau et usages dans la région Nord-Est de la RDC », In *Nexus Climat-Eau-Migrations-Conflits dans le bassin du Congo, Analyse des interactions en vue de Renforcer la résilience des Communautés*, Espérance, 2022.
- World Water Forum, In *Africa Research Bulletin*, vol. 43, n°3, March 16th-April 15th 2006.
- ZEITOUN, M. & WARNER, J., *Hydro-hegemony-a framework for analysis of trans-boundary water conflicts*. *Water policy*, 8(5), 2006, pp. 435-460.